

Authentification de
REVOCATION DE DONATION
de la donation faite par M. HOUBE à Mme HOUBE
(Usufruit de parts de SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ALPHONSE DE POITIERS)

Greffé du Tribunal de
Commerce de Paris

I M R

25 JUL. 2005

L'AN DEUX MIL CINQ
Le vingt-six mai
A MOULINS (Allier) en son Etude

ONT COMPARU

N° DE DÉPOT

Monsieur Yvon Denis HOUBE, Gérant de Sociétés, demeurant à TREVOL
(03460) 28 rue des Quatre Vents, Chemin des Allins, époux de Madame Liliane
Renée REVERET.

Né à YZEURE (Allier), le 4 octobre 1948,

Marié avec Mme REVERET initialement sous le régime de la
communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à
leur union célébrée en la Mairie de MOULINS le 12 juillet 1969, et
actuellement soumis au régime de la séparation de biens en vertu d'une
convention conjointe dressée suivant acte reçu par Maître DESPLATS,
Notaire soussigné, le 13 juin 1978, homologuée suivant jugement rendu
par le Tribunal de Grande Instance de MOULINS le 16 août 1978.

D'UNE PART

Madame Liliane Renée REVERET, Assistance de Direction, épouse de
Monsieur Yvon Denis HOUBE, avec lequel elle demeure à TREVOL, "Les Minots",
Chemin des Allins.

Née à MOULINS (Allier), le 14 avril 1947.

Mariée avec Monsieur HOUBE comme indiqué ci-dessus.

D'AUTRE PART

EXPOSE PREALABLE

I/

Les comparants exposent que suivant acte reçu par Maître Bruno DESPLATS,
Notaire soussigné, le 21 janvier 1996, Monsieur HOUBE a fait donation à son
épouse susnommée,

De l'usufruit (la vie durant de Madame HOUBE) de 65 parts numérotées 2 à
66 (Monsieur Yvon HOUBE conservant l'usufruit éventuel, après décès de son
épouse s'il lui survit),

Dans la société dénommée "SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE "ALPHONSE DE
POITIERS"".

Et suivant deuxième acte du même jour Monsieur HOUBE a fait donation à
ses enfants de la nue-propriété des parts 2 à 66 et Madame HOUBE a fait
donation à ses enfants de la nue-propriété des parts 1 et 67 à 100.

Madame HOUBE se réservant l'usufruit sa vie durant de la totalité des
parts, avec stipulation de réversibilité au profit de son époux s'il lui
survivait.

II/

Les caractéristiques actuelles de la société sont les suivantes:

- Capital: 152,45 Euros.
- Siège: PARIS (75014) 2 rue Mouton Duvernet.
- Gérant: Monsieur Yvon HOUBE et Madame Liliane HOUBE née REVERET,
co-gérants.
- Identification au SIREN : 443 727 847.
- Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

Le capital est réparti de la façon suivante:

Us. N.P. Pl.Pr.

- la nue-propriété (grevée de l'usufruit de
Mme HOUBE et de l'usufruit éventuel de M. HOUBE) des
parts numérotées de 1 à 23 et de 67 à 77,
à M. Stéphane HOUBE, ci

34

- la nue-propriété (grevée de l'usufruit de
Mme HOUBE et de l'usufruit éventuel de M. HOUBE) des
parts numérotées de 24 à 45 et de 78 à 88,
à Melle Céline HOUBE, ci

33

- la nue-propriété (grevée de l'usufruit de Mme HOUBE et de l'usufruit éventuel de M. HOUBE) des parts numérotées de 46 à 66 et de 89 à 100, à M. Sylvain HOUBE, ci		33	
- l'usufruit des parts numérotées de 1 à 100, à Mme Liliane HOUBE (puis usufruit de Mr Yvon HOUBE éventuellement), ci	100	---	---
Soit au total:	100	100	
Soit CENT (100) parts formant le capital social			100

REVOCATION

Monsieur et Madame HOUBE exposent qu'au cours de l'année 2004 Monsieur Yvon HOUBE, usant de la faculté accordé par l'article 1096 du Code civil (dans sa rédaction ancienne) avait manifesté sa volonté de révoquer purement et simplement, avec effet dès le 1 janvier 2005, la donation susénoncée qu'il avait consentie à son épouse. Madame Liliane HOUBE née REVERET en ayant pris acte.

Cette affirmation étant corroborée par le fait que Monsieur HOUBE avait alors préalablement pris des consultations juridiques sur le sujet et fait préparé l'acte par Maître Bruno DESPLATS, Notaire soussigné.

Madame Liliane HOUBE née REVERET reconnaît la véracité de ses affirmations.

En conséquence Monsieur Yvon HOUBE a recouvert l'usufruit (sa vie durant) des 65 parts numérotées 2 à 66 de la société dénommée "SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE "ALPHONSE DE POITIERS"", et en est rentré en possession.

Ils requièrent le notaire soussigné de constater par acte authentique cette révocation afin d'effectuer ensuite les formalités légales.

Intervention de la Gérance de la Société

Monsieur et Madame HOUBE, agissant ici en leur qualité de co-gérants de ladite société,

Déclarent au nom de la société accepter en tant que de besoin conformément à l'article 1690 du Code Civil la "cession" de parts (en usufruit) résultant du présent acte et dispenser de signification à la société.

Nouvelle Répartition des parts sociales

Par suite de la révocation les parts de la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE "ALPHONSE DE POITIERS" se sont trouvées réparties de la façon suivante:

	Us.	N.P.	Pl.Pr.
- la nue-propriété des parts numérotées de 1 à 23 et de 67 à 77, à M. Stéphane HOUBE,		34	
- la nue-propriété des parts numérotées de 24 à 45 et de 78 à 88, à Melle Céline HOUBE,		33	
- la nue-propriété des parts numérotées de 46 à 66 et de 89 à 100, à M. Sylvain HOUBE,		33	
- l'usufruit des 35 parts numérotées 1 et 67 à 100 appartenant à Mme Liliane HOUBE sa vie durant (puis éventuellement à Mr Yvon HOUBE sa vie durant),	35		
- l'usufruit des 65 parts numérotées 2 à 66 à Mr Yvon HOUBE sa vie durant,	65	---	---
Soit au total:	100	100	
Soit CENT (100) parts formant le capital social			100

Formalités

Les présentes seront mentionnées en marge de la minute de donation susénoncée.

Les comparants déclarent faire leur affaire personnelle de charger l'Avocat qui assure le secrétariat juridique de la société de déposer au Greffe du Tribunal de Commerce compétent deux copies authentiques du présent acte avec deux copies des statuts mis à jour.

Frais

Les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par Monsieur Yvon HOUBE qui s'y oblige.

RECONNAISSANCE DE CONSEILS DONNES

Les parties reconnaissent avoir reçu de Maître Bruno DESPLATS, Notaire soussigné, plusieurs consultations du CRIDON - et avis de Maître DESPLATS lui-même.

Et d'autre part avoir été averties des conséquences de la donation faite à ses enfants de la nue-propriété des parts 2 à 66, rendant l'usufruit non réversible à l'avenir sur la tête de Madame Liliane HOUBE née REVERET.

DONT ACTE EN MINUTE

Fait et passé aux date et lieu susindiqués.

Lecture faite, les comparants ont signé avec le notaire .

Suivent les signatures et la mention :

<<Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DES IMPOTS DE MOULINS

Le 20 juin 2005 Bordereau n° 2005/398 Case n° 1 Ext 1071

Enregistrement : 75 €

Timbre : Acquitté sur état ou autre

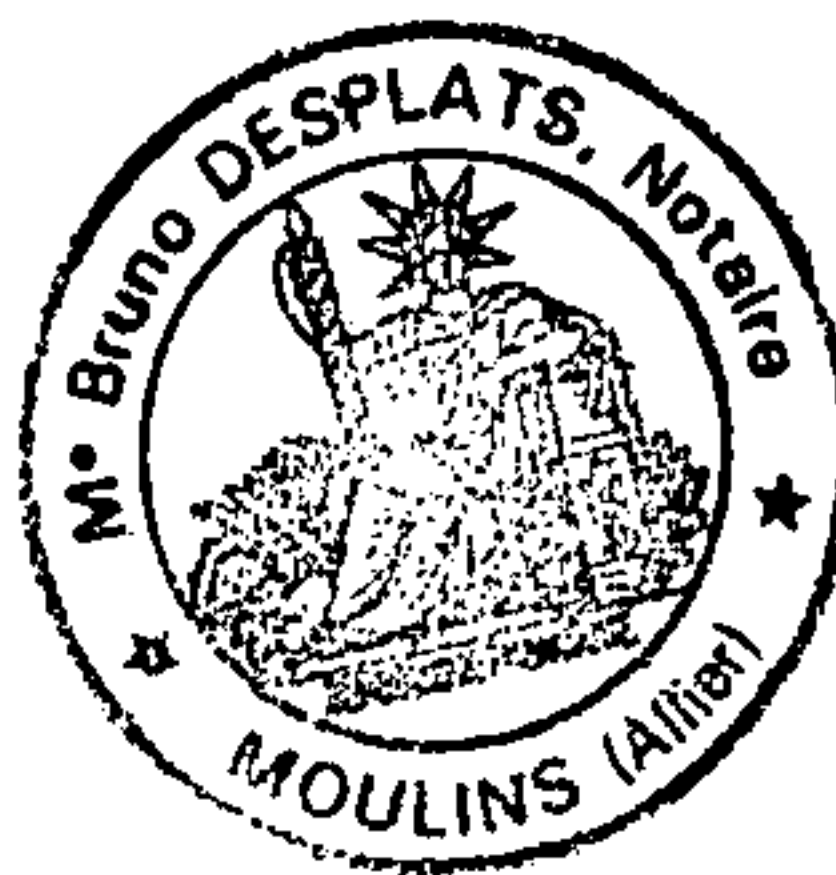
Total liquidé : soixante-quinze euros

Montant reçu : soixante-quinze euros

Signé : L'Agent>>.

POUR COPIE AUTHENTIQUE

Faite sur trois pages, conforme à la minute.



GREFFE

COPIE AUTHENTIQUE

26 MAY 2005

REVOCATION DE DONATION

de la donation faite par M. HOUBE et Mme HOUBE

(Usufruit de parts de la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE
ALPHONSE DE POITIERS)

Bruno DESPLATS

NOTAIRE

Successeur de son Père

58, Cours Jean-Jaurès - 03000 MOULINS

B. P. 805 - 03008 MOULINS CEDEX

TÉL. 04.70.44.32.04 - FAX 04.70.44.64.82

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
LE REPRÉSENTANT LÉgal

« SCI ALPHONSE DE POITIERS »
Société Civile Immobilière
Au capital de 152,45 euros
Siège social : PARIS (75014)
2, Rue Mouton Duvernet
RCS PARIS : 443 727 847

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
LE REPRÉSENTANT LÉgal

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26 MAI 2005

Procès verbal des délibérations

L'an deux mil cinq,
Le 26 Mai à 19 heures,

Les associés de la société "SCI ALPHONSE DE POITIERS", société civile au capital de 152,45 euros, divisé en 100 parts de 1,52 euros, ayant son siège social à PARIS (75014) – 2, Rue Mouton Duvernet, se sont réunis, sur la convocation qui leur a été faite par la gérance.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Yvon HOUBE, co-gérant, non associé.

Le présent procès verbal devant être signé de tous les associés présents, il n'a pas été établi de feuille de présence.

Il constate que sont présents :

- Madame Liliane HOUBE, co-gérante, usufruitière de 100 parts, ci.....	100 P
- Monsieur Stéphane HOUBE, nu-propiétaire de 34 parts, ci.....	34 P
- Mademoiselle Céline HOUBE, nue-propiétaire de 33 parts, ci.....	33 P
- Monsieur Sylvain HOUBE, nu-propiétaire de 33 parts, ci.....	33 P
Total égal au nombre de parts composant le capital social à savoir :	
- en nue-propriété :	100 P
- en usufruit :	100 P

Le Président constate, en conséquence, que l'assemblée peut valablement délibérer.

Puis, il rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Modification de l'article 8 des statuts suite à une révocation de donation en usufruit,
- Pouvoirs.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- le rapport de la gérance,
- et le texte des résolutions qui seront proposées au vote de l'assemblée.

Le Président expose qu'à la suite d'un acte reçu par Maître Bruno DESPLATS, Notaire à MOULINS, le 26 Mai 2005, constatant la révocation de la donation d'usufruit qui avait été consentie par Monsieur Yvon HOUBE à son épouse, Madame Liliane REVERET, il y a lieu de modifier l'article 8 des statuts.

De brèves explications sont échangées.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier, comme suit, l'article 8 des statuts.

« Article 8 – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES »

Le capital social est fixé à la somme de 152,45 euros, montant des apports en numéraire faits lors de la constitution. Il est divisé en cent parts d'intérêt de 1,52 euros chacune de valeur nominale, numérotées de 1 à 100.

En conséquence des apports faits lors de la constitution de la société et des cessions de parts ultérieures, ces parts sont actuellement réparties comme suit :

	Us.	N.P	
- à Monsieur Stéphane HOUBE la nue propriété de 34 parts, numérotées de 1 à 23 et de 67 à 77, ci		34	
- à Mademoiselle Céline HOUBE la nue propriété de 33 parts, numérotées de 24 à 45 et de 78 à 88, ci		33	
- à Monsieur Sylvain HOUBE la nue propriété de 33 parts, numérotées de 46 à 66 et de 89 à 100, ci		33	
- à Madame Liliane REVERET, épouse HOUBE, l'usufruit de 35 parts, numérotées 1 et 67 à 100, ci	35		
- à Monsieur Yvon HOUBE, l'usufruit de 65 parts, numérotées de 2 à 66, ci	65		
	----	---	
Soit au total :	100	100	
Soit cent parts formant le capital social			100 » ===

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales qui seront requises.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

* * * *

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures trente,

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui a été signé par tous les associés, après lecture.

02 D J 447

**« SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE
ALPHONSE DE POITIERS »**

Société Civile Particulière

Au capital de 152,45 Euros

Siège social : 2, Rue Mouton Duvernet

75014 PARIS

RCS PARIS : 443 727 847

**STATUTS MIS A JOUR
SUITE AUX DECISIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26 MAI 2005**


**COPIE CERTIFIEE CONFORME
LE REPRESENTANT LEGAL**

Article 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société civile particulière en vertu d'un acte reçu par Maître MARCONNET, Notaire à RIOM (Puy de Dôme), le 7 Novembre 1975.

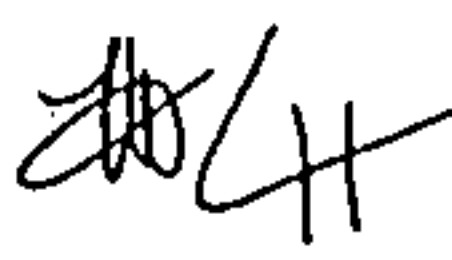
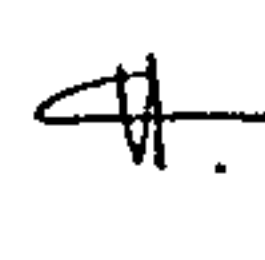
Il continue d'exister entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société civile régie par les articles 1832 à 1870-1 du Code Civil et par les décrets pris pour leur application.

La Société, ayant été constituée avant l'entrée en vigueur de la loi du 4 Janvier 1978, n'est pas immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en France et en tous pays :

- l'acquisition sous toutes formes, la vente, la gestion, l'administration, l'exploitation, la location tant comme

Handwritten signatures:    

Bailleresse comme preneuse de tous immeubles, biens et droits immobiliers de toutes natures,

- L'acquisition et la vente de tous droits mobiliers, parts sociales, valeurs mobilières et titres de sociétés,
- La prise de participation dans toutes sociétés civiles et commerciales,

- La gestion de portefeuille de titres,

- La gestion de tout patrimoine mobilier et immobilier.

- Pour l'accomplissement de son objet, la société aura le droit de faire toutes opérations immobilières, mobilières, ou financières contribuant à sa réalisation, pourvu que celles-ci n'aient pas pour effet d'altérer son caractère civil.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ALPHONSE DE POITIERS ».

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société civile » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à PARIS (75014) - 2, Rue Mouton Duvernet.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même commune sur simple décision de la gérance et partout ailleurs par décision collective extraordinaire.

Article 5 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

La société, après prorogations successives, a une durée qui expirera le 31 Août 2095.

L'exercice social commence le premier Octobre et se termine le trente Septembre de l'année suivante.

Article 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société, ses associés lui ont fait des apports en numéraire d'un montant de 1.000 francs.

Article 7 - FORMATION DU CAPITAL

Tous les apports consentis à la société lors de sa constitution s'élèvent à une valeur nette de mille francs et sont intégralement composés de numéraire.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de 152,45 euros, montant des apports en numéraire faits lors de la constitution. Il est divisé en cent parts d'intérêt de 1,52 euros chacune de valeur nominale, numérotées de 1 à 100.

En conséquence des apports faits lors de la constitution de la société et des cessions de parts ultérieures, ces parts sont actuellement réparties comme suit :

	Us.	N.P
- à Monsieur Stéphane HOUBE la nue propriété de 34 parts, numérotées de 1 à 23 et de 67 à 77, ci		34
- à Mademoiselle Céline HOUBE la nue propriété de 33 parts, numérotées de 24 à 45 et de 78 à 88, ci		33
- à Monsieur Sylvain HOUBE la nue propriété de 33 parts, numérotées de 46 à 66 et de 89 à 100, ci		33
- à Madame Liliane REVERET, épouse HOUBE, l'usufruit de 35 parts, numérotées 1 et 67 à 100, ci	35	
- à Monsieur Yvon HOUBE, l'usufruit de 65 parts, numérotées de 2 à 66, ci	65	
	----	----
Soit au total :	100	100
Soit cent parts formant le capital social		100
		===

Article 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1. Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois par une décision collective des associés prise dans les conditions prévues à l'article 16 pour la modification des statuts, en représentation d'apports en nature ou en numéraire ou par capitalisation de tout ou partie des bénéfices ou des réserves. Ces augmentations du capital sont réalisées par création de parts sociales nouvelles, ordinaires ou privilégiées ; elles peuvent l'être aussi par élévation corrélative du montant nominal des parts existantes en cas de capitalisation de bénéfices ou de réserves.

Sous réserves des dispositions du paragraphe 3, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans son consentement.

La décision collective portant augmentation du capital par apport nouveau peut exiger une prime dont elle fixe le montant et l'affectation.

En aucun cas, les parts sociales ne peuvent faire l'objet d'une souscription publique.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales, en vertu de l'article 12, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

2. Le capital social peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés prises dans les conditions prévues à l'article 16 pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen d'un remboursement aux associés, d'un rachat de parts ou d'une réduction du montant nominal ou du nombre des parts.

3. Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts.

Article 10 - TITRE D'ASSOCIE - DROITS ET OBLIGATIONS - RESPONSABILITE - INDIVISIBILITE DE LA PART SOCIALE

1. Il n'est créé aucun titre représentatif des parts sociales.

Le titre et les droits de chaque associé résultent simplement des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts sociales régulièrement consenties.

[Handwritten signatures and initials]

Il ne peut être émis de titres négociables en représentation des parts sociales.

2. A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales.

3. A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales, à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir, préalablement et vainement, poursuivi la personne morale.

4. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

5. Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

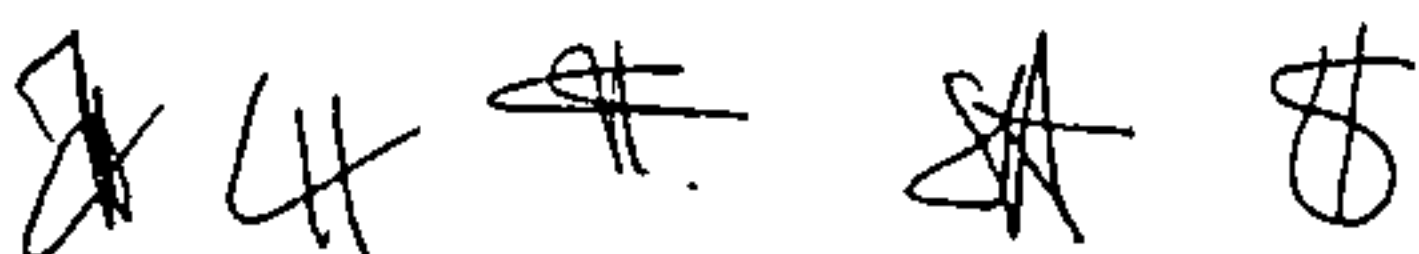
Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément par application des dispositions de l'article 12. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont applicables à chaque nu-propriétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

Article 11 - FORME ET PUBLICITE DES CESSIONS DE PARTS SOCIALES

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

The block contains four handwritten marks: a stylized signature on the left, the number '4' in the center, and two more stylized signatures or initials on the right.

Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par transfert sur le Registre des transferts de la société, dans les conditions prévues à l'article 1865 du Code Civil..

Entre deux époux associés, les cessions de parts faites par l'un à l'autre doivent pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES - CLAUSE D'AGREMENT

1- Cessions entre vifs :

Les parts sociales ne peuvent être cédées, à quelque titre que ce soit, même au profit d'un associé, du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant du cédant ou au profit de tiers étrangers à la société ou de toutes autres personnes, qu'avec le consentement de la société exprimé à l'unanimité des associés, étant précisé que la personne du cédant est prise en compte. Ces dispositions visent toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la société et à chacun des associés.

La gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés sur ce projet selon les formes prévues à l'article 15.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé sauf convention contraire entre intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui, le cas échéant, doit être agréé à l'unanimité des associés autre que le cédant.

CH. F. S. S.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associé ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix; celui-ci est fixé par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée.

Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises, soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux ou rachetées par la société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident, à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

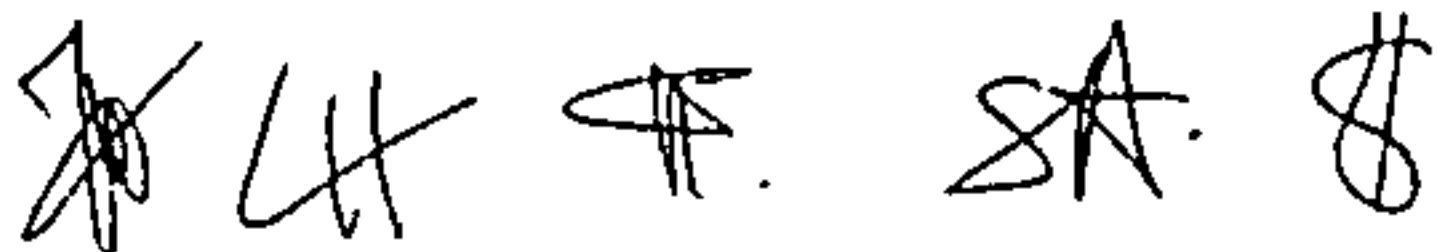
2 - Nantissement et cession forcée de parts sociales.

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par acte authentique, soit par acte sous signatures privées signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.

Ce nantissement donne lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers.

Le privilège du créancier gagiste subsiste sur les droits sociaux nantis, par le seul fait de la publication du nantissement.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles

The block contains four handwritten marks: a stylized signature on the left, followed by the initials 'CH', then 'SA', and finally a large, bold letter 'S'.

prévues au paragraphe 1 ci-dessus, pour leur agrément à une cession de parts.

La société doit notifier la décision des associés de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société.

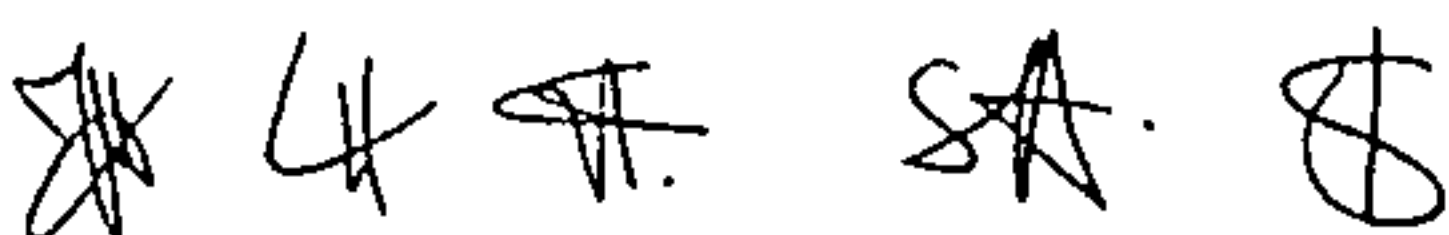
Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation, ou la dissolution de la société, dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 7 du présent paragraphe. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

3 - Transmission par décès

Sauf au profit d'un associé, les parts sociales ne peuvent être transmises par succession au profit de tous héritiers quels qu'ils soient, ou ayants droit que si la transmission a reçu l'agrément de l'unanimité des associés survivants. Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne devient également associée que si elle est agréée dans les mêmes conditions.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

The block contains several handwritten signatures and initials in black ink. From left to right, there is a stylized signature, the number '4', another signature, the letters 'SA', and a circular stamp or signature.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont pas prises en compte pour les décisions collectives.

Tout projet de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent.

La société peut, sans attendre le partage, statuer sur l'agrément de la dévolution des parts. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, intenter toute action appropriée devant la juridiction compétente du lieu du siège social pour obtenir qu'il soit procédé au partage de l'indivision dont le maintien empêche le fonctionnement normal de la société.

Lorsque les droits hérités sont divis, la société peut se prononcer sur l'agrément, même en l'absence de demande de l'intéressé.

Les dispositions du paragraphe 1 du présent article, concernant la procédure d'agrément et les conséquences du refus d'un projet de cession entre vifs sont applicables en tant que de raison, aux mutations par décès. Toutefois, dans l'hypothèse où le refus d'agréer est signifié par la société sans demande préalable des intéressés accompagnée d'un projet de partage, le délai de six mois à l'expiration duquel l'agrément est réputé acquis à défaut d'offre d'achat ou de rachat, court à compter de la notification de ce refus.

La valeur des droits sociaux payés aux héritiers et ayants droit qui ne deviennent pas associés, soit par les nouveaux titulaires des parts sociales soit par la société si celle-ci les a rachetées pour les annuler, est déterminée au jour du décès. En cas de contestation, l'évaluation est faite par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Les héritiers et ayants droit non agréés ne peuvent déclarer renoncer à leur projet de partage pour écarter ou retarder l'achat ou le rachat des parts de leur auteur.

4 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

Toute liquidation de communauté intervenant du vivant ou à la suite du décès de l'un des époux, ne peut attribuer définitivement des parts sociales au conjoint survivant non associé que si cette attribution est agréée à l'unanimité des autres associés, la procédure d'agrément étant soumise aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus.

5 - Epoux d'un associé commun en biens

Si durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectués par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, il

44 ff. SA. §

doit être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés autres que l'époux associé.

6 - Forme des notifications prévues aux paragraphes ci-dessus

Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts sont notifiés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

S'il résulte d'un acte sous seing privé et s'il n'a pas été accepté par elle dans un acte authentique, le nantissement des parts sociales est signifié à la société par acte d'huissier de justice.

Les décisions de la société et des associés sur la demande d'agrément, le nom du ou des acquéreurs proposés, l'offre de rachat par la société sont notifiés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutes autres notifications ou significations sont faites soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par acte d'huissier de justice.

L'urgence justifie en outre, dans tous les cas, le recours à ce dernier procédé.

Article 13 - RETRAIT D'UN ASSOCIE

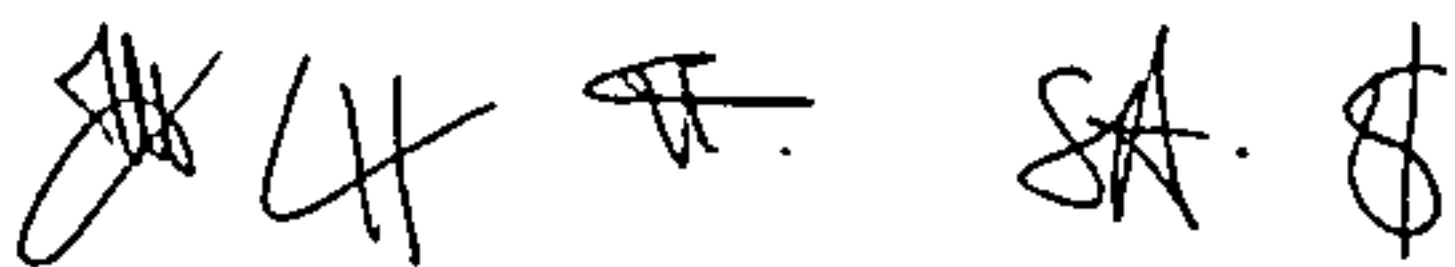
L'associé qui ne dispose pas d'acheteur pour ses parts sociales ne peut se retirer de la société sans une autorisation donnée par une décision unanime des autres associés.

Toutefois, son retrait de la société peut être autorisé par décision de justice s'il est fondé sur de justes motifs.

L'associé autorisé à se retirer a droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés soit par les autres associés soit par des tiers désignés par eux ou rachetés par la société elle-même. En cas de contestation, cette valeur est fixée par un expert désigné, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Tout bien apporté par l'associé autorisé à se retirer qui se trouve encore en nature dans l'actif social, lui est attribué, sur sa demande et à charge de soulte s'il y a lieu. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle. Si la valeur du bien attribué donne lieu à contestation, elle est fixée par expertise dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

La valeur des droits sociaux de l'associé qui se retire est payable dans un délai de trois ans au plus à compter de la date de retrait.

 4 ff. SA. \$

Lorsqu'un associé a demandé à se retirer de la société, conformément aux dispositions ci-dessus, les autres associés peuvent, à l'unanimité, décider la dissolution anticipée de la société.

Article 14 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

1 - La société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées pour une durée limitée ou non, par décision collective adoptée par les associés à la l'unanimité.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant de la société, la décision qui la nomme indique le nom de ses représentants légaux dont le changement emporte rectification de l'acte de nomination.

2 - Tout gérant est révocable par une décision collective adoptée à l'unanimité des associés. Si le gérant est associé, la décision est prise à l'unanimité des autres associés.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

La révocation peut également être prononcée par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il est associé, le gérant révoqué conserve ses parts sociales; il ne peut se retirer de la société que dans les conditions prévues à l'article 13, sans pouvoir invoquer un droit de retrait résultant directement de sa révocation.

3 - Tout gérant peut résilier ses fonctions à condition de notifier sa décision à tous les associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la prise d'effet de sa démission. Une démission sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle cause un préjudice à la société.

4 - Si, pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

5 - Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion et de disposition que demande l'intérêt de la société. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent conjointement ces pouvoirs, et devront co-signer tous actes engageant la Société et tous moyens de paiement. Toutefois, chaque gérant pourra seul engager la société et signer des moyens de paiement dans la limite de 50.000 francs hors taxes. Cette somme étant indexée chaque année sur l'indice national du coût de la construction publié par l'INSEE. L'indice de base étant celui du deuxième trimestre 1996 s'élevant à 1029.

6 - Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

[Handwritten signatures and initials]

7 - La nomination et la cessation des fonctions des gérants sont publiées conformément à la réglementation en vigueur.

Ni la société ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants ou dans la cessation de leurs fonctions, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

8 - Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé au mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le Tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

9 - Les gérants peuvent percevoir une rémunération de leurs fonctions, fixée par une décision collective prise dans les mêmes conditions que la décision qui les nomme.

Ils ont droit, sur justification, au remboursement des frais exposés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 15 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1 - Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés et résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés.

Les décisions peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et de se faire représenter à une assemblée par un autre associé muni de son pouvoir. La représentation des copropriétaires indivis de parts sociales se fait conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 10 qui régit aussi l'exercice des droits de l'usufruitier et des nus-propriétaires de parts.

La convocation d'une assemblée ou la consultation écrite des associés sont faites par la gérance.

[Handwritten signatures]

Un associé non gérant peut, à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Si la gérance fait droit à la demande, elle procède à la convocation de l'assemblée des associés ou à leur consultation par écrit. Sauf si la question posée porte sur le retard de la gérance à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque la gérance accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée ou consultation par écrit.

Si la gérance s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

2 - En cas de tenue d'une assemblée, celle-ci a lieu au siège social ou dans tout autre endroit fixé par la convocation.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion, par lettre recommandée. Celle-ci indique l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents. Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soit adressés soit par lettre simple, soit, à leur frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'assemblée porte sur la reddition de comptes de la gérance, le rapport d'ensemble sur l'activité de la société prévu à l'article 19, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par simple lettre, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

L'assemblée est présidée par un gérant ou, le cas échéant, par le mandataire de justice chargé de la convoquer. A défaut, elle est présidée par un associé désigné à la majorité des associés présents ou représentés.

3 - En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné de tous les documents nécessaires à l'information des associés, ainsi qu'un bulletin de vote sur chaque résolution proposée sont adressés à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre son vote par écrit. Passé ce délai, les votes ne seront plus reçus.

4 - Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ne sont pas applicables lorsque tous les associés sont gérants.

44-28 8A 8

5 - Toute délibération des associés est constatée par un procès-verbal indiquant les nom et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis aux associés, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

S'il s'agit d'une assemblée, le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président et un résumé des débats.

S'il s'agit d'une consultation écrite, la justification du respect des formalités prévues au paragraphe 3 ci-dessus et la réponse de chaque associé sont annexées au procès-verbal.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, s'il y a lieu, par le président de l'assemblée.

6 - Les procès-verbaux prévus au paragraphe précédent sont établis sur un registre spécial tenu au siège de la société, côté et paraphé dans la forme ordinaire et sans frais soit par un juge du Tribunal de commerce ou du Tribunal d'Instance, soit par le Maire ou un Adjoint au Maire de la commune du siège de la société.

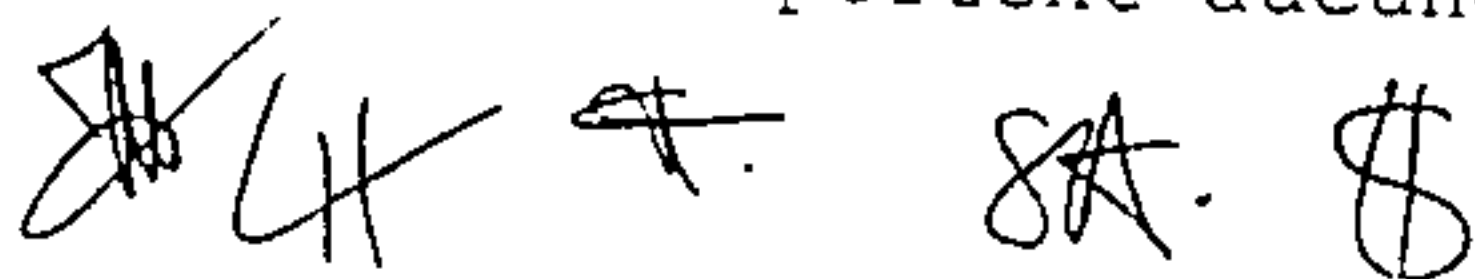
Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévus à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

7 - Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre prévu au paragraphe précédent. Cette mention contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique, s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

8 - Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 16 - CONDITIONS REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES ET DE CELLES QUI MODIFIENT LES STATUTS

Sous réserve des dispositions spéciales des présents statuts fixant des conditions particulières de majorité ou exigeant l'unanimité pour certaines décisions déterminées, les décisions collectives, pour être valablement prises doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital si elles ne comportent aucune modification des statuts, et, celles

The block contains several handwritten signatures and initials in black ink. From left to right, there is a signature that appears to be 'JH', followed by a stylized '4', then a signature that looks like 'SA', and finally a large, bold 'S'.

qui comportent au contraire une telle modification ne peuvent être valablement prises qu'à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En aucun cas, la modification des statuts ne peut augmenter les engagements d'un associé sans son consentement.

Article 17 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIES

Indépendamment des communications qui doivent lui être faites à l'occasion d'une assemblée ou d'une consultation écrite, conformément aux dispositions de l'article 15, tout associé non gérant a le droit, une fois par an, de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents spéciaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle.

Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la Cour de Cassation ou les experts près une Cour d'appel.

Tout associé non gérant a aussi le droit, une fois par an, de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Article 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social est indiqué à l'article 5 paragraphe 2 des présents statuts.

Article 19 - REDDITION ANNUELLE DES COMPTES

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés. Cette reddition de comptes doit comprendre un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

[Handwritten signatures and initials]

Article 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les bénéfices nets de la société sont déterminés, pour chaque exercice déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions nécessaires.

Les bénéfices distribuables sont constitués par les bénéfices nets de l'exercice, diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires.

Ces bénéfices sont à la disposition des associés et répartis à proportion du nombre de parts de chacun d'eux. Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, affecter tout ou partie de ces bénéfices à tous fonds de réserve avec ou sans destination spéciale, ou au report à nouveau.

Ils peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

Article 21 - PROROGATION - TRANSFORMATION - FUSION

Les associés peuvent aux conditions de majorité requises à l'article 16 pour la modification des statuts, décider la prorogation de la durée de la société, sa transformation, sa fusion avec une ou plusieurs autres sociétés, sa scission, sa dissolution anticipée.

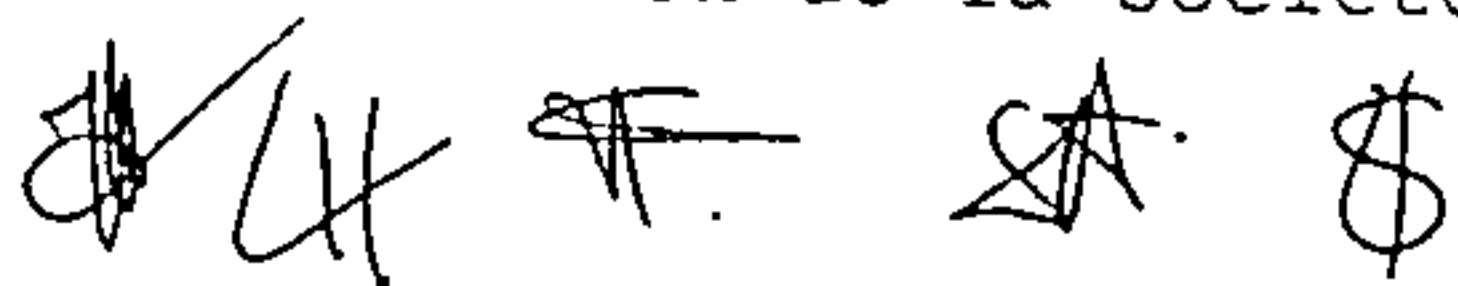
Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer cette consultation.

Chaque prorogation ne peut excéder quatre vingt dix neuf ans.

Quelle que soit la forme sociale nouvelle, la transformation régulière de la société n'empêche pas création d'un être moral nouveau.

Si la transformation doit entraîner une aggravation de la responsabilité de certains associés à raison des dettes sociales, elle ne peut être valablement décidée sans le consentement de ces associés. Il en est de même de la fusion ou, de la scission de la société.

La fusion peut être réalisée soit par absorption de la société par une autre, soit par la participation de la société à la constitution d'une société nouvelle. La transmission du patrimoine social par voie de scission se fait à des sociétés existantes ou à des sociétés nouvelles. Ces opérations peuvent intervenir même après la dissolution de la société.

 Four handwritten signatures or initials are present at the bottom of the page. From left to right: a stylized 'H' or '4', a signature that appears to be 'F.', a signature that appears to be 'S.A.', and a large dollar sign '\$'.

Article 22 - DISSOLUTION

1 - La société prend fin :

- par l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée, sauf prorogation effectuée conformément à l'article 21,
- par la réalisation ou l'extinction de son objet,
- par l'annulation du contrat de société,
- par la dissolution anticipée prononcée par le Tribunal à la demande d'un associé pour justes motifs, notamment en cas d'inexécution de ses obligations par un associé ou de mésentente entre associés paralysant le fonctionnement de la société,
- par la dissolution anticipée prononcée par le Tribunal à la demande de tout intéressé lorsque la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an,
- par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation des biens de la société

2 - La dissolution anticipée de la société peut toujours être décidée aux conditions de majorité requises à l'article 16 pour la modification des statuts. Elle peut l'être aussi à l'unanimité des associés autres que celui dont le cessionnaire de parts n'a pas été agréé, ou celui qui veut ou doit se retirer de la société, dans les hypothèses prévues aux articles 12 et 13 et au dernier paragraphe du présent article, quelle que soit la fraction du capital représentée par ces autres associés.

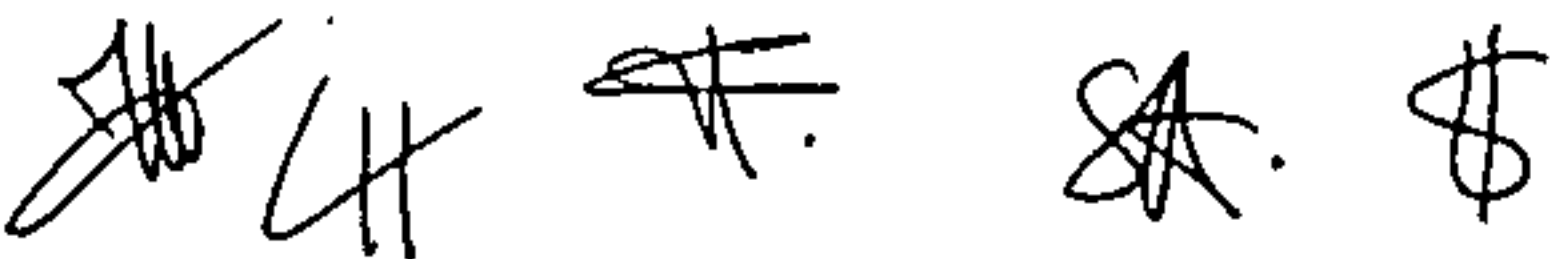
3 - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. Toutefois, si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la société.

L'associé, entre les mains duquel sont réunis toutes les parts sociales, peut, à tout moment, dissoudre la Société.

4 - Le décès d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue dans les conditions prévues à l'article 12.

5 - La déconfiture, la faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire atteignant l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la société. L'intéressé perd, ipso-facto, la qualité d'associé et ses droits sociaux sont achetés ou rachetés pour être annulés, leur valeur étant déterminée en cas de contestation par un expert désigné, à défaut d'accord, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Toutefois, les autres associés peuvent, à l'unanimité, décider la dissolution de la société.

 Four handwritten signatures or initials are present at the bottom of the page. From left to right: a stylized signature, the letters 'CH', a signature that appears to be 'F.', and a signature that appears to be 'S.A.' followed by a dollar sign '\$'.

Article 23 - LIQUIDATION - PARTAGE

1 - Hormis les cas de fusion ou de scission, la dissolution de la société entraîne sa liquidation. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution de la société, la mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

2 - La dissolution met fin aux fonctions des gérants.

Le liquidateur est nommé par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné, à la demande de tout intéressé, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant sur requête. Tout intéressé peut former opposition à l'ordonnance dans le délai de quinze jours à dater de la publication de la nomination. Cette opposition est portée devant le Tribunal de Grande Instance. Le Tribunal peut désigner un autre liquidateur.

Le liquidateur peut être révoqué dans les mêmes conditions.

3 - Le liquidateur représente la société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour achever les affaires en cours, réaliser, même à l'amiable, l'actif social, payer le passif exigible et répartir le solde disponible, sous réserve des dispositions du paragraphe 6, ci-dessous, concernant la reprise d'un apport en nature.

L'acte de nomination peut apporter des restrictions à ces pouvoirs sans que celles-ci doivent être adoptées aux conditions requises pour la modification des statuts.

Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, si plusieurs liquidateurs ont été nommés, ils peuvent exercer leurs fonctions séparément. Toutefois, les documents soumis aux associés sont établis et présentés en commun.

4 - La rémunération des liquidateurs est fixée par la décision qui les nomme. A défaut, elle l'est postérieurement, à la demande du liquidateur, par ordonnance sur requête du Président du Tribunal de Grande Instance.

5 - La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Quelle que soit la nature de l'acte qui les nomme, les liquidateurs doivent rendre compte aux associés de l'accomplissement de leur mission, dans les conditions déterminées par l'acte de

The block contains several handwritten marks. On the left, there is a large, stylized signature that appears to be 'H'. To its right is a smaller, less legible signature. Further right, there are the initials 'SA' followed by a circular stamp or mark.

nomination ou, à défaut, au moins annuellement sous forme d'un rapport écrit décrivant les diligences qu'ils ont effectuées pendant l'année écoulée.

La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de la liquidation. A défaut d'approbation des comptes ou si la consultation des associés s'avère impossible, il est statué sur les comptes et, le cas échéant, sur la clôture de la liquidation, par le Tribunal de Grande Instance, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

6 - Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales.

Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux. Leurs rapports sont alors régis, à la clôture de la liquidation en ce qui concerne ces biens par les dispositions relatives à l'indivision.

Article 24 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.